

BRÈVES ÉCONOMIQUES

Royaume-Uni

Une publication du SER de Londres
Semaine du 13 au 19 mai 2025

Sommaire

Le chiffre de la semaine : la croissance au 1^{er} trimestre.....	2
Graphique de la semaine.....	2
Fait marquant : Londres accueille le premier sommet entre le Royaume-Uni et l'Union européenne depuis le Brexit	3
En bref	4
Actualités macroéconomiques	4
CONJONCTURE	4
MARCHE DU TRAVAIL.....	5
FINANCES PUBLIQUES	5
FISCALITE	5
Actualités commerce et investissement	6
COMMERCE.....	6
INVESTISSEMENT.....	7
SANCTIONS.....	7
Actualités financières	7
REGLEMENTATION FINANCIERE	7
BANQUES ET ASSURANCES.....	8

Le chiffre de la semaine: la croissance au 1^{er} trimestre

Selon les [premières estimations de l'ONS](#), le PIB en volume a augmenté de 0,7% au premier trimestre de 2025, au-dessus du consensus et de la prévision de la Banque d'Angleterre (+0,6%). Alors que la fin d'année 2024 avait été marquée par un ralentissement de l'économie (+0,0% au T3 et +0,1% au T4), le PIB rebondit fortement au T1 2025. L'économie britannique se situe désormais 4,1% au-dessus de son niveau pré-pandémie (T4 2019). Le PIB par habitant augmente de 0,5% par rapport au trimestre précédent. En variation mensuelle, le PIB augmente de 0,2% en mars, après +0,5% en février. *Détails ci-dessous (Graphique de la semaine et Brèves « Conjoncture »).*

LE CHIFFRE À RETENIR

+0,7%

Graphique de la semaine

Croissance trimestrielle de l'économie britannique (%)



Note : Agriculture [A], industrie [B-E], construction [F], services [G-T] (au sens de la NAF).

Fait marquant : Londres accueille le premier sommet entre le Royaume-Uni et l'Union européenne depuis le Brexit

5 ans après le Brexit, l'Union européenne (UE) et le Royaume-Uni ont tenu leur premier sommet institutionnel. Qualifié de « *nouvelle ère dans la relation* » par le [Premier ministre britannique](#) et de « succès » par les [responsables de l'UE](#), cette réunion de haut-niveau scelle un « *partenariat stratégique renforcé* », démontrant l'importance de la coopération euro-britannique face aux menaces pesant sur le multilatéralisme et la sécurité internationale. Les deux parties ont manifesté leur [volonté](#) d'entretenir des échanges réguliers de haut-niveau, en particulier sur les sujets économiques, la coopération judiciaire et policière ainsi que la politique étrangère et de sécurité.

Ce [sommet](#) marque la conclusion d'un **Partenariat de sécurité et de défense**, étape préalable à une participation du Royaume-Uni au dispositif SAFE pour le financement de l'industrie de défense. De surcroît, les deux partenaires se sont entendus sur **une feuille de route ([Common understanding](#)) autour de thématiques structurantes** telles que les liens '*people-to-people*' – au titre desquels pourrait être conclu un accord sur la mobilité des jeunes ainsi qu'une future « *association* » du Royaume-Uni au programme Erasmus+ – **et les liens économiques**. À cet égard, les deux parties ont proposé **la création d'un espace commun sanitaire et phytosanitaire (SPS)** reposant sur un alignement dynamique sur les règles européennes, la compétence de la Cour de Justice de l'UE exclusive sur l'interprétation du droit de l'Union ainsi qu'une participation britannique aux coûts opérationnels. Par ailleurs, le document fait mention d'une « *possible* » participation au marché intérieur de l'électricité et d'un travail vers le couplage des marchés carbones (ETS), ainsi que de l'ouverture d'un dialogue sur la reconnaissance mutuelle des qualifications professionnelles. **Enfin, en matière de pêche, l'accès européen aux eaux britanniques a été stabilisé dans les mêmes conditions qu'aujourd'hui pour une période de 12 ans (jusqu'en juin 2038); et le titre portant sur la coopération en matière énergétique a été étendu sans limite de temps.**

Alors que la presse et l'opposition politique pro-Brexit (conservateurs et Reform Party) dénonce un acte de « reddition » de la part de Keir Starmer – citant notamment les modalités arrêtées sur la pêche ainsi que l'alignement dynamique en matière SPS, qu'elles présentent comme des concessions –, le [gouvernement](#) s'attache à souligner les gains économiques et sécuritaires obtenus grâce à ce nouveau partenariat stratégique avec l'UE, qui achève une séquence internationale particulièrement riche pour les travaillistes après la conclusion d'un accord de libre-échange avec l'Inde et du « *Economic Prosperity Deal* » avec les États-Unis ces deux dernières semaines.

Les organisations professionnelles saluent les résultats du Sommet, perçu comme une étape du rapprochement avec l'UE. La *Confederation of British Industries* ([CBI](#)) évoque un « soulagement », la [British Chamber of Commerce](#) un « tournant » et un « nouveau départ » et la [City of London Corporation](#) un « grand pas en avant ». En outre, la [CBI](#) a publié un rapport encourageant des initiatives concrètes pour « *faciliter les voyages, réduire la bureaucratie et proposer des actions conjointes en matière d'énergie, de climat et de défense* ».

En bref

- La livre sterling reste stable par rapport à l'euro et atteint 1,1874 € (+0,0 % sur la semaine). Face au dollar américain, la livre s'apprécie, à 1,3371 £ (+1,4 % sur la semaine).
- Au 19 mai, le rendement du gilt (obligation souveraine) à 10 ans s'établit à 4,68 %, en hausse sur la semaine (+4 pdb). Le rendement du gilt à 30 ans augmente de la même manière à 5,52 % (+5 pdb).
- Le 16 mai, le Trésor a publié les [Main Supply Estimates](#), document déclinant le budget de l'année en cours (du 1^{er} avril 2025 au 31 mars 2026) en enveloppes détaillées pour chaque ministère avant approbation par le Parlement.
- Le gouvernement accepte la [recommandation](#) de l'autorité en charge des dossiers de défense commerciale (TRA, *Trade Remedies Authority*) et [confirme](#) l'imposition de droits compensateurs et anti-dumping sur certaines pelleteuses de chantier importées depuis la Chine.
- Le gouvernement britannique publie les [statistiques](#) sur les licences d'exportation délivrées en 2024.
- Le Royaume-Uni a participé à la réunion ministérielle du Partenariat transpacifique global et progressif ([CPTPP](#)).
- Le conseiller spécial pour les entreprises et l'investissement auprès du Premier ministre, Varun Chandra, s'est [rendu](#) à Paris et s'est entretenu avec de plusieurs investisseurs et entreprises françaises (Airbus, Air Liquide, Ardian, Hy24, Sodexo, Thales, Veolia, etc.).
- Une étude de la [FCA](#) indique que, si la population ayant un compte bancaire est en hausse, 1 personne sur 10 n'aurait aucune épargne à vue, et 21 % moins de 1000 £.

Actualités macroéconomiques

Conjoncture

Selon l'approche du PIB par la [demande](#), la croissance a été tirée par l'investissement et le commerce extérieur, malgré une contribution nulle de la consommation. Au T1 2025, l'investissement représente la principale contribution à la croissance (+0,5 pt), suivi par le commerce extérieur (+0,4 pt) en raison d'une légère diminution du déficit commercial que l'on peut attribuer à un comportement d'anticipation face aux attentes de hausses de droits de douane. La variation des stocks a légèrement freiné la croissance (-0,2 pt). Enfin, la faiblesse de la consommation privée (+0,1 pt) et publique (-0,1 pt) traduit un climat d'incertitude et la stagnation des revenus réels.

Selon la décomposition du PIB par la [production](#), on constate que la croissance a principalement été portée par les services, avec tout de même une performance record de l'industrie. Portée par l'industrie manufacturière, le secteur industriel a contribué à hauteur de +0,13 pt à la croissance trimestrielle. Bien que cette contribution paraisse faible, elle n'avait jamais été aussi élevée depuis le T4 2020. En outre, les secteurs de l'agriculture et de la construction n'ont aucunement contribué à la croissance. Ce sont donc les services qui ont essentiellement tiré la croissance (+0,57 pt), et en particulier les services administratifs (+0,22 pt), le commerce de détail (+0,20 pt) et l'information et la communication (+0,15 pt).

L'[acquis](#) de croissance pour l'année 2025 s'établit à +0,9 %. Si le niveau du PIB trimestriel demeure constant sur le reste de l'année, alors la croissance annuelle en 2025 sera mesurée à +0,9 %. Les principales prévisions de croissance pour 2025 sont actuellement comprises entre +1,0 % et +1,4 %, et avaient pour la plupart été abaissées

en début d'année compte tenu du contexte d'incertitude internationale et de l'application de droits de douane par les États-Unis.

Marché du travail

L'ONS estime le taux de chômage à 4,5 % de la population active (âgée de plus de 16 ans) au premier trimestre de 2025. L'économie britannique compte 1,61 millions de chômeurs, soit 62 000 de plus qu'au trimestre précédent, quand le taux de chômage s'élevait à 4,4 %. Le marché du travail comporte 112 000 employés supplémentaires en variation trimestrielle, ce qui porte l'emploi total à 34,0 millions d'individus. Chez les 16-64 ans, le taux d'emploi demeure à 75,0 % (comme au trimestre précédent), sachant que l'objectif du gouvernement est d'atteindre 80,0 %. Dans le même temps, le taux d'inactivité s'établit à 21,4 % (16-64 ans) – après 21,5 % au trimestre précédent – et se rapproche ainsi de son niveau pré-pandémie. Le nombre d'emplois vacants aurait baissé à 783 000 (après 806 000). Ainsi, le taux d'emplois vacants par chômeur – témoignant de potentielles pressions à la hausse des salaires – a chuté à 0,49 pour retrouver son niveau pré-pandémie. Par ailleurs, la croissance annuelle des salaires nominaux ralentit mais demeure élevée, à +5,6 % sans considérer les bonus (après 5,9 % au trimestre précédent). Toutefois, les statistiques du marché du travail doivent être interprétées avec précaution, du fait d'une forte volatilité dans les estimations depuis quelques trimestres et d'un faible taux de réponse au *Labour Force Survey* de l'ONS.

Finances publiques

Les maires et députés du Nord de l'Angleterre intensifient leur mobilisation pour obtenir des investissements publics majeurs en infrastructures, dans l'espoir de faire de leur région une priorité nationale. À l'approche de la *Spending Review* et de la publication de la *National Infrastructure Strategy*, ils réclament 14 Md£ d'investissements à long terme pour développer un réseau ferroviaire à grande vitesse. Leur objectif est de relier les principales villes à fort potentiel de croissance, tout en réduisant les disparités territoriales persistantes. Cette campagne vise à promouvoir des projets structurants capables de révéler le potentiel économique de la région, longtemps pénalisée par un sous-investissement chronique dans ses infrastructures. Le projet de ligne à grande vitesse, initié en 2021 mais revu à la baisse à plusieurs reprises (et annulé pour les tronçons au nord de Birmingham), permettrait de résoudre les problèmes de capacité et les retards qui affectent l'ensemble du réseau ferroviaire du nord. À plus long terme, les élus locaux ambitionnent de concurrencer l'axe Oxford-Cambridge en termes d'attractivité économique, et appellent le gouvernement à faire du Nord une priorité stratégique dans la répartition des investissements publics.

Fiscalité

Selon un rapport du National Audit Office (NAO), les contribuables aisés, qui représentent 2 % des foyers fiscaux, versent 25 % des impôts personnels, tout en posant un défi de conformité fiscale. L'administration fiscale britannique (HMRC) définit les individus « aisés » comme les personnes percevant plus de 200 000 £ par an de revenus ou disposant d'un patrimoine supérieur à 2 M£ sur l'une des trois dernières années. En 2023-24, ces derniers ont versé 119 Md£ en impôts personnels (impôt sur le revenu, cotisations sociales, impôt sur les plus-values, droits de successions, *stamp duties*), ce qui a représenté 12 % des prélèvements obligatoires. Le rapport souligne les difficultés rencontrées par HMRC pour collecter efficacement les impôts dus par ces contribuables, dont certains commettent des erreurs, tandis que d'autres mettent en place des stratégies fiscales délibérément frauduleuses. Malgré un écart fiscal (*tax gap*) officiellement estimé à 1,9 Md£ en 2022-23 entre les montants dus et les impôts réellement perçus, l'action renforcée de HMRC a permis de générer 5,2 Md£ de

recettes supplémentaires en 2023-24 grâce aux efforts de mise en conformité. Cette performance laisse penser, selon le NAO, que le niveau réel de non-conformité pourrait être plus élevé que ce qu'estime le gouvernement. HMRC a par ailleurs annoncé, lors du budget d'automne en octobre 2024, le recrutement de 5 500 agents supplémentaires afin de renforcer ses capacités de contrôle et d'assurer un recouvrement plus efficace des impôts auprès de cette population stratégique.

Actualités commerce et investissement

Commerce

L'Office for National Statistics (ONS) [publie](#) ses données du commerce, faisant état d'une amélioration de la balance commerciale au mois de mars et sur le premier trimestre 2025. Le déficit commercial se réduit de 0,6 Md£ par rapport au mois précédent, pour atteindre -18,9 Md£. Cette amélioration s'explique principalement par une baisse des importations de biens depuis les pays non-UE (-2,5 %, soit -0,6 Md£). Les exportations vers les États-Unis poursuivent leur croissance pour un quatrième mois consécutif, avec une valeur cumulée de 17,5 Md£ sur la période janvier-mars 2025 (soit +1,3 Md£ en trimestre glissant). Ainsi, le **déficit de la balance des biens** s'est sensiblement amélioré sur le premier trimestre 2025 pour atteindre **-55,2 Md£** (soit une réduction de 4,3 Md£ par rapport au trimestre précédent), tiré par une hausse des exportations vers les pays non-UE (+13,2 % ou 5,9 Md£), et en particulier les exportations de métaux non-ferreux vers les États-Unis ainsi que de générateurs de puissance mécanique vers Hong-Kong et Singapour.

L'Autorité en charge des dossiers de défense commerciale (TRA, *Trade Remedies Authority*) a proposé [plusieurs](#) ajustements du système d'allocation des quotas pour les importations d'acier au Royaume-Uni dans un contexte de surcapacités mondiales. D'une part, l'Autorité recommande la mise en place de mesures de sauvegarde sur les importations d'acier en provenance d'un même pays dépassant 40% du quota résiduel pour les catégories 4 (tôles métalliques), 7 (plaques en acier et alliages) et 13 (barres pour béton armé). D'autre part, elle a proposé de supprimer la possibilité de « report », permettant de transférer les quotas non utilisés au trimestre suivant, ainsi que la redistribution des quotas spécifiques attribués aux pays en développement.

Le ministre du Commerce et des Entreprises, Jonathan Reynolds, s'est [entretenu](#) avec son homologue néo-zélandais, Todd McClay. A l'occasion du second Comité conjoint de l'accord de libre-échange entre le Royaume-Uni et la Nouvelle-Zélande, les ministres ont souligné les progrès destinés à soutenir les échanges commerciaux entre les deux pays, en particulier en matière de protection des droits d'auteur dans le cadre de la revente des œuvres et la mise en place d'un dialogue règlementaire sur les services juridiques et la finance durable. Selon le ministère britannique, 82,2% des échanges bilatéraux éligibles auraient bénéficié des droits préférentiels depuis l'entrée en vigueur de l'accord.

Le think tank *UK in a Changing Europe* publie un [rapport](#) sur l'évolution de l'environnement règlementaire au Royaume-Uni depuis la sortie de l'Union européenne. Rappelant la centralité de l'agenda de la dérégulation et de la recherche de regain souveraineté pour le parti conservateur, le rapport souligne toutefois le maintien, dans une large mesure, de l'alignement règlementaire sur les normes européennes post-Brexit, notamment pour faciliter les échanges avec le principal partenaire commercial du Royaume-Uni. Il souligne également le manque de capacité institutionnelle du gouvernement britannique pour engager une refonte complète de l'architecture règlementaire, ainsi que les risques associés à la « divergence passive ».

Selon une [étude](#) de l'université d'Aston ([Birmingham](#)), un accord de reconnaissance mutuelle des évaluations de conformité avec l'UE pourrait augmenter les exportations britanniques de +9,8%. Un accord de reconnaissance mutuelle des évaluations de conformité entre le Royaume-Uni et l'Union européenne permettrait de faciliter les procédures de vérification de la conformité réglementaire des produits entre les juridictions. L'étude estime qu'un tel arrangement pourrait augmenter les exportations britanniques de 9,8%, en favorisant en particulier les exportations des petites et moyennes entreprises. Sont notamment concernés les échanges de machines et de produits laitiers, avec des impacts sectoriels variables en fonction du niveau d'exigences réglementaires et de l'exposition à la concurrence.

Investissement

Selon le dernier baromètre de l'attractivité du cabinet [EY](#), la France conserve la première place pour les investissements étrangers au niveau européen, devant le Royaume-Uni. En 2024, la France conserve sa place de première destination européenne pour les investissements étrangers pour la sixième année consécutive, avec 1 025 projets, devant le Royaume-Uni (853 projets) et l'Allemagne (608 projets). La France a attiré un quart des investissements étrangers dans le secteur industriel au niveau européen et demeure une destination de premier plan pour les projets de R&D, notamment en intelligence artificielle et en quantique, et dans l'énergie. Le Royaume-Uni est bien positionné dans la finance, les services et le numérique.

Sanctions

Le gouvernement britannique publie les conclusions de la [revue](#) de son dispositif de mise en œuvre des sanctions. À l'issue d'un examen des dispositifs de mise en œuvre des sanctions conduit par le ministère des affaires étrangères et nourri de l'expertise d'autres parties prenantes (autres ministères, académiques, secteur privé, parlementaires, etc.), ce *policy paper* propose plusieurs recommandations afin d'améliorer la mise en œuvre et le respect des mesures de sanctions au Royaume-Uni. Parmi les leviers d'action identifiés figurent la simplification des dispositifs de *compliance*, le renforcement des mesures de dissuasion et la consolidation des outils interministériels.

Actualités financières

Réglementation financière

17 grands gestionnaires de retraites britanniques ont signé le « Mansion House Accord », [s'engageant](#) à investir dans l'économie britannique. À travers cet accord volontaire, ces 17 gestionnaires (qui pèsent ensemble 252 Md£ d'actifs aujourd'hui) promettent d'investir au moins 10 % des fonds par défaut des régimes à cotisations définies dans des actifs « privés » (non cotés, ou cotés sur des marchés alternatifs) d'ici 2030, dont 5 % minimum dans des actifs situés au Royaume-Uni. Fortement poussé par le gouvernement travailliste, ce pacte pourrait mobiliser jusqu'à 50 Md£ pour financer des entreprises et infrastructures nationales. Il renforce un engagement similaire pris en 2023, mais inclut cette fois une cible explicite d'investissement sur le sol britannique. Bien qu'aucune contrainte législative ne soit prévue à ce stade, le gouvernement n'exclut pas d'y recourir en cas de résultats insuffisants (alors même que certains signataires soulignent précisément leur attachement à l'absence d'obligation légale). Certaines institutions, comme Scottish Widows, ont refusé de s'y associer invoquant des inquiétudes quant à leur devoir fiduciaire.

La Banque d'Angleterre envisagerait [d'assouplir](#) les règles de cantonnement (*ringfencing*) imposées aux grandes banques britanniques, qui les obligent à isoler leurs activités de détail des opérations plus risquées. Les ajustements à l'étude

concerneraient notamment l'assouplissement des interdictions faites aux banques de mener certaines activités à l'intérieur du périmètre protégé, ainsi que la simplification des règles encadrant les services partagés (informatique, conformité, RH). L'objectif est de préserver la protection des dépôts de détail tout en réduisant les coûts et les rigidités pour les établissements concernés. Les dirigeants de HSBC, Lloyds, NatWest et Santander UK ont ainsi écrit à la chancelière Rachel Reeves pour lui demander une suppression pure et simple du régime *ringfencing*. Selon eux, mettre fin à cette règle serait l'un des moyens les plus efficaces pour renforcer la capacité des banques à soutenir les entreprises britanniques et favoriser la croissance économique. Toutefois des voix comme celle du patron de Barclays s'y opposent, invoquant la priorité de protéger les déposants. Il s'agit d'une intensification du débat sur la compétitivité réglementaire du Royaume-Uni à l'approche du discours de « Mansion House » du 15 juillet de la chancelière Rachel Reeves, qui doit dévoiler sa stratégie pour stimuler la compétitivité du secteur financier britannique.

Le gouvernement britannique va réglementer les services de paiement différé ("buy now, pay later", BNPL) comme ceux proposés par les entreprises Klarna ou Clearpay. Ces activités seront soumises à des règles similaires à celles s'appliquant aux banques : les entreprises les proposant devront effectuer des vérifications de solvabilité avant d'accorder un prêt, et les consommateurs auront le droit de se dénoncer toute pratique considérée abusive auprès du médiateur des services financiers. Cette [réforme](#), attendue depuis plus de quatre ans, vise à [protéger](#) les consommateurs contre les risques d'endettement excessif, dans un secteur jusqu'ici non régulé. Elle s'inscrit aussi dans une refonte plus large du *Consumer Credit Act*, jugé obsolète à l'ère numérique. Les acteurs BNPL bénéficieront néanmoins d'un régime sur mesure en matière d'informations à fournir aux clients, une concession justifiée par la fluidité de l'expérience utilisateur en ligne. Le marché BNPL, qui compte plus de 10 millions d'utilisateurs au Royaume-Uni, devra désormais faire face à des coûts accrus liés aux contrôles d'« abordabilité » (*affordability*), susceptibles de ralentir sa croissance.

Banques et assurances

La [Financial Conduct Authority](#) (FCA) a annoncé une réforme visant à alléger les règles de conduite pour les contrats d'assurance commerciale, afin de répondre aux demandes du secteur et de renforcer la compétitivité de l'assurance au Royaume-Uni. Une nouvelle définition des contrats d'assurance pour les entreprises permettra de les exclure des exigences réglementaires applicables aux particuliers, souvent jugées trop lourdes et coûteuses. Les contrats d'assurance liés à l'aviation, la marine ou ceux couvrant uniquement des clients situés à l'étranger seront ainsi exclus. En revanche, ces exemptions ne s'appliqueront pas aux particuliers souscrivant ce type de couverture. L'objectif est de clarifier le périmètre de la régulation, d'éviter les doublons avec des règles étrangères, et de stimuler l'innovation et la concurrence. La FCA reconnaît que certaines PME pourraient être moins protégées, mais estime qu'elles disposent des ressources nécessaires pour défendre leurs intérêts. Le secteur, qui génère environ 95 Md£ de primes par an, [salue](#) cette réforme, considérée comme un pas important vers une régulation plus adaptée aux besoins des clients professionnels tout en maintenant des protections pour les plus vulnérables.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :
www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de Londres

Rédaction : SER de Londres

Abonnez-vous : londres@dgtresor.gouv.fr